

Recherches féministes



Anne Querrien et Monique Selim, *La libération des femmes, une plus-value mondiale*, Paris, L'Harmattan, coll. « Anthropologie critique », 2015, 280 p.

Nicole Beaurain

Volume 29, numéro 2, 2016

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1038732ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1038732ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Beaurain, N. (2016). Compte rendu de [Anne Querrien et Monique Selim, *La libération des femmes, une plus-value mondiale*, Paris, L'Harmattan, coll. « Anthropologie critique », 2015, 280 p.] *Recherches féministes*, 29(2), 269–273. <https://doi.org/10.7202/1038732ar>

Soulignons toutefois que cette publication est plus proche de la biographie que d'une monographie pédagogique féministe. Enfin, puisque c'est un ouvrage posthume, il aurait été pertinent qu'un chapitre offre un regard sur les impacts actuels des idées et des méthodes de Marie et cherche à évaluer l'influence que cette pédagogue féministe aurait eue, et a peut-être encore, sur l'éducation actuelle des filles. Utile ouvrage qui va certainement susciter de l'intérêt pour cette femme, cette monographie attirera à coup sûr les lectrices et les lecteurs qui s'intéressent à l'histoire de l'éducation des filles et aux pratiques pédagogiques féministes.

ANASTASIE AMBOULÉ ABATH
Université du Québec à Chicoutimi

⇒ **Anne Querrien et Monique Selim**

La libération des femmes, une plus-value mondiale

Paris, L'Harmattan, coll. « Anthropologie critique », 2015, 280 p.

L'ouvrage d'Anne Querrien et Monique Selim, qui se veut à la fois un constat et un réquisitoire, est parti de l'observation d'un parallèle entre la dégradation quasi générale de la condition économique, sociale et politique des femmes dans le contexte de la globalisation et l'accent mis sur le genre. C'est aussi un état des lieux : dans le cadre de la mondialisation, qu'en est-il de la situation des femmes, de leurs revendications égalitaires dans des sociétés et des cultures aussi diverses qu'éloignées dans l'espace, mais où la domination masculine reste omniprésente?

Dix chapitres de longueur inégale composent cet ouvrage qui débute, par deux récits de vie où chacune des auteures revient sur son parcours scolaire, familial, intellectuel et militant, ses origines sociales, ses aspirations et sa carrière, sur ce qui les a réunies, ce qu'elles ont en commun et ce qui les différencie : qui sont-elles? Un exercice conçu dans le but de permettre au lecteur et à la lectrice de les situer.

Les chapitres suivants, « Prélude à l'exploration » et « La double face des femmes », sont consacrés à une critique épistémologique et politique des usages et de l'extension du concept de genre : nos auteures reprochent aux recherches « de genre », désormais institutionnalisées, une position autocentrée, voire ethnocentrique et conformiste, alignée sur les normes politiques du moment. Selon elles, si, à l'origine, la notion de genre, opposée à celle de sexe, visait à mettre fin au déterminisme biologique, à éviter l'enfermement des femmes ou des hommes dans une définition sexuelle biologique et à contourner un déterminisme biologique au nom de la liberté, il n'en va plus de même aujourd'hui. Le genre, affirment-elles, est devenu un concept dominant, tout aussi impérieux qu'impératif, une norme nouvelle qui constitue un blocage sur la route de l'émancipation des femmes. La catégorie de genre fonctionnerait désormais comme une identité sexuelle donnée à la naissance,

assignant les femmes à la reproduction, aux soins et au sein de la famille, et qui, sous une apparence modernisatrice, les confirme dans leur rôle traditionnel. Au lieu de les conduire vers la libération, la notion de genre, dérivée, déviée, dévoyée, perversie, serait devenue un piège destiné à enfermer les femmes dans de nouvelles formes d'asservissement.

Voilà ce que les auteures tentent de démontrer, d'argumenter à partir de leurs expériences de terrains, hexagonaux ou exotiques, et de femmes, militantes, féministes, engagées dans la recherche, urbaine pour l'une (Anne Querrien), anthropologique pour l'autre (Monique Selim) : on appréciera dans les textes qui vont suivre l'intimité avec des femmes de diverses nationalités, chacune se battant pour échapper à un destin imposé.

Le chapitre qui suit, « Mobilités féminines », ramène Monique Selim en 1974 auprès de femmes du Pays basque français émigrées à Paris – sa première enquête d'anthropologue – qui remarque à quel point les mécanismes d'émigration féminine rurale à l'œuvre dans la France rurale des années 70 sont analogues à ceux des pays fournisseurs de migrantes de nos jours et peuvent favoriser une certaine émancipation.

Dans ce même chapitre, Monique Selim rend compte d'une enquête auprès des salariées d'une usine textile d'État au Vietnam, où elle a pu observer chez les femmes cadres l'évolution des qualités requises pour incarner l'excellence féminine : alors qu'au cours de la guerre d'indépendance les femmes devaient se montrer héroïques, « bonnes sur le front, au travail et à la maison », faire fi de leur apparence – « un luxe individualiste » –, à la fin des années 90, de nouveaux modèles, ajustés au marché, et de nouveaux devoirs s'imposent aux épouses : elles doivent désormais, tout en conservant leur productivité à l'usine, se montrer coquettes, séduisantes et serviables, cuisinières chevronnées, et entretenir un intérieur agréable pour combattre l'« ennui des maris » (p. 104).

Dans le même chapitre, Monique Selim et Anne Querrien constatent au Bangladesh la situation calamiteuse des ouvrières de la couture – qui se sont cependant révoltées en septembre 2013 – et des femmes en général, au travail et ailleurs, dans l'espace public comme dans la famille où, malgré une égalité formelle hommes-femmes inscrite dans la Constitution de 1971, les femmes sont toujours régies par les juridictions religieuses de leur groupe d'appartenance (p. 123). Les deux auteures soulignent les aspects contradictoires de l'entrée des femmes dans les usines textiles : porteuse, d'un côté, d'une émancipation concrète, le travail salarié leur permettant d'échapper en partie à la domination familiale, mais de l'autre, renforçant leur exploitation, dans la mesure où les femmes veulent à tout prix conserver ce travail.

Toujours dans ce chapitre, Monique Selim présente un collectif de chercheuses d'un laboratoire scientifique, en mode survie depuis l'indépendance, un îlot dans un environnement global de plus en plus hostile aux femmes en Ouzbékistan.

Le chapitre, « Perdurances féminines », rédigé par Monique Selim et Anne Querrien, rassemble une réflexion sur la prostitution (« Travail sexuel travail pour tous ») et un exposé par Monique Selim, qui a travaillé au Bangladesh, sur le *purdah*, cet ensemble de pratiques et de règles qui régissent la distance sexuelle, la ségrégation et la réclusion des femmes – recours conservateur au nom d’une identité bengalie pour lutter contre les tentatives de transformation de la société. Elle décrit comment son observance est interprétée en fonction d’une logique hiérarchique : impossible au plus bas de l’échelle sociale où les femmes travaillent sur les chantiers, elle est modulée en fonction des classes et des orientations politico-idéologiques. Anne Querrien complète ce chapitre par la présentation d’une profession récemment apparue, mais en fait très ancienne, principalement exercée par les femmes, les auxiliaires de vie.

Le chapitre, « Mouvements », présente quelques mouvements de femmes en France et ailleurs. Anne Querrien, qui a participé à nombre de groupes contestataires des normes dominantes, livre d’abord, sur un ton polémique et joyeux, des réflexions plus personnelles sur la pensée 68 dont elle se réclame et se voit rejeter. Elle parle ensuite des origines de la recherche urbaine et de l’habitat social en France, champ de ses recherches (« Dans les villes ») et de « la parole habitante », revendicatrice, des femmes. Dans la partie intitulée « Des subjectivités rebelles en bourgeons », elle montre comment les revendications des femmes qui investissent les espaces publics de médiation sociale dans les grands ensembles et les banlieues sont bientôt relayées par des institutions qui reproduisent en partie les divisions sexuées des tâches : femmes dans le faire, hommes dans la représentation. Elle mentionne ensuite la naissance de nouveaux groupes contestataires « Gouines rouges et viragos verts », émergés après l’interdiction faite en 2007 aux femmes voilées, aux prostituées et aux transsexuelles de participer au traditionnel défilé du 8 mars.

Monique Selim prend le relais avec le texte intitulé « Études de genre à Canton », sur l’enseignement des études sur le genre (*gender studies*) à l’Université en Chine où la condition sociale et politique des femmes est marquée par des inégalités et des discriminations tant dans la famille et l’éducation que sur le marché du travail. Avec Wenjing Guo, elle analyse deux manifestations d’étudiantes contre le harcèlement sexuel au travail, et pour l’augmentation du nombre de toilettes réservées aux femmes : ces manifestations ont connu un très grand écho sur la Toile, et, pour minimes qu’elles puissent paraître, portent cependant, dans un pays où les manifestations politiques sont interdites, les germes de changements possibles vers d’autres vies que celles qui sont formatées par la société chinoise actuelle. Ce groupe de jeunes filles avait suivi à Canton une formation donnée par une organisation non gouvernementale (ONG) sur les déterminations de genre, notion qui leur a permis de trouver une voie réelle vers une émancipation personnelle et collective.

Les trois derniers chapitres – « Vers des normes globales de genre », « Des registres d'action et de pensée dissensuels » et « La libération des femmes comme plus-value du capital » – ont une visée théorique focalisée sur les bénéfices secondaires que retire le capitalisme des nouvelles conceptions de l'être et du devenir femme. En effet, si le terme « genre » a réussi à s'imposer, c'est aussi par l'entremise des politiques publiques nationales et mondiales, instruments de la gouvernance du capitalisme mondialisé. Il s'agit, au nom de la démocratie, de pénétrer les derniers bastions qui résistent encore à l'économie de marché et entravent la marchandisation généralisée de la planète. Constituant en majorité la partie la plus faible des sociétés – dépendantes matériellement et moralement, exclues des cercles de décision économiques et politiques –, les femmes sont le vecteur idéal pour s'introduire dans ces bastions. Des groupes, des associations, des réseaux, des ONG de femmes sont ainsi constitués en modules d'une société dite civile qui ne demanderait qu'à émerger, et financés en fonction d'objectifs divers selon les pays, et les régimes politiques : Asie centrale, Chine, ex-URSS (Ouzbékistan) et ses anciennes périphéries européennes, Inde, Bangladesh et des pays aussi divers que la Mongolie ou le Mexique.

Les « recettes » appliquées sous le prototype du genre sont partout identiques : axées sur le microcrédit, la santé, les services de charité, les soins aux personnes âgées, les violences domestiques, les lignes d'appel d'urgence, etc. Promouvoir l'égalité et l'indépendance des femmes n'est pas leur but premier. Au contraire, les femmes sont incitées à renoncer à des revendications égalitaristes, à jouer les supplétives de la société civile nationale, gage de démocratie, mais en demeurant à leur place, en marge du politique, domaine essentiellement masculin. Il en va de même de l'autonomisation (*empowerment*) des femmes, prônée par les ONG et les organisations internationales, qui permettrait de s'organiser, parallèlement au pouvoir d'action et de décision politiques (p. 78) :

L'importation, l'imposition et la généralisation de la catégorie de genre – qui s'inscrit dans l'organigramme des droits de l'homme, comme une pièce exemplaire – débouchent *in fine* sur une dépolitisation et une naturalisation de la société, l'occultation du politique favorisant la substantialisation du féminin.

La politique du soin (*care*) promue, en France notamment, par une politique de genre, va dans le même sens : sous prétexte d'adapter l'emploi (temps partiel, horaires décalés, etc.) aux contraintes des femmes, elle contribue à les enfermer dans leurs tâches traditionnellement « naturelles » enchaînant travail domestique non payé et travail salarié non qualifié.

Il reste que, même si la catégorie « genre » contribue à capter le désir d'émancipation des femmes dans de nouveaux agencements économiques qui conduisent à la financiarisation du capitalisme, ce désir persiste et s'exprime. La

présence des femmes s'impose partout à l'échelle planétaire, ce qui permet à nos auteures de conclure sur un ton optimiste (p. 269) :

Les migrations féminines, les féminisations des professions, l'égalisation des salaires et des modes de vie, produisent globalement une libération des forces des femmes, une plus-value inespérée du capital mondial. Une plus-value [...] grosse de nouvelles trajectoires possibles. Les mouvements des femmes ont émergé depuis les années 1960 dans le monde entier, portés par cette recomposition du monde réel, par ce nouveau rapport entre la démographie et l'économie, entre les services et la société. Être attentives à ces phénomènes est le premier devoir d'une politique féministe. Que faire de la plus-value de libération des femmes produite par inadvertance par le capitalisme?

Ce livre, stimulant dans son écriture comme dans ses interprétations inhabituelles du genre au cours de la période actuelle, s'achève sur cette interrogation. Accessible à un lectorat qui dépasse le monde universitaire, il fera réfléchir tous ceux et celles qui souhaitent transformer la société.

NICOLE BEAURAIN
URMIS/CNRS Université Paris 7

⇒ **Georges de Peyrebrune (édition critique préparée par Nelly Sanchez)**

Correspondance de la Société des gens de lettres au jury du prix

Vie heureuse

Paris, Classiques Garnier, 2016, 176 p.

L'édition de la *Correspondance de la Société des gens de lettres au jury du prix Vie heureuse* préparée par Nelly Sanchez s'inscrit dans la foulée des travaux qui, en France comme au Québec, contribuent à la constitution d'une histoire littéraire des femmes par l'établissement ou la redécouverte de textes féminins, la reconstitution des trajectoires de leurs auteures et la mise en valeur des sociabilités littéraires et intellectuelles qui ont façonné la légitimité des femmes de lettres. Spécialiste de la littérature des femmes des XIX^e et XX^e siècles, Sanchez avait offert en 2010 une édition des *Lettres de Camille Delaville à Georges de Peyrebrune (1884-1888)* qui trouve un prolongement dans le présent volume. Ce dernier, bien documenté et très soucieux des conditions matérielles de la pratique épistolaire, nous fait pénétrer dans les coulisses des associations et jurys littéraires. En donnant à lire les jeux d'influences, la chercheuse lève le voile sur le rapport particulier – et déséquilibré si on le compare à celui de leurs homologues masculins – que les